

Eid Mubarak

# SUNDAY TIMES

LIBRE D'INFORMER



YouTube



Dimanche

30 mars 2025

12 pages

No. 667

GRATUIT

## Arrestation de Rakesh Gooljaury



### Évasion fiscale record : Le judas visé par une nouvelle enquête pour Rs 65 millions de fraude

Cette arrestation s'inscrit dans un dossier complexe qui mêle plusieurs accusations, dont le blanchiment d'argent, et qui touche de près des pratiques financières douteuses dans le secteur bancaire mauricien. L'homme d'affaires est accusé d'avoir fraudé le fisc à hauteur de Rs 65,6 millions via cinq sociétés entre 2015 et 2024...

## Rapport de l'Audit 2023-2024

### Gaspillage à coup de centaines de millions

- Un projet enlisé : La réalité derrière le National Cancer Centre
- Sécurité sociale et fonds de pension : Des paiements excessifs de Rs 187 millions
- Une dette publique en hausse : Plus de Rs 546 milliards au 30 juin 2024

## Eid-ul-Fitr



### Une effervescence palpable dans les rues de la capitale

## Drug Planting de l'ex-SST

### 'Arrest Upon Departure' contre une vingtaine de policiers

- L'ACP Gangadin et le SP Ashik Jagai parmi ceux qui sont interdits de quitter le territoire mauricien

## Municipales 2025



### MSM : Après le naufrage, la fuite

Téléchargez

votre copie gratuite  
tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritus.com/news/>



Eid-ul-Fitr

Eid  
Mubarak

# Une effervescence palpable dans les rues de la capitale

À quelques jours de l'Eid-ul-Fitr, prévu pour ce lundi ou mardi selon l'observation de la lune, l'animation bat son plein dans les rues de Port-Louis. Entre les derniers achats de vêtements, de parfums et de gourmandises, l'excitation est à son comble. Pour les fidèles, cette fête marque la fin d'un mois de jeûne et de spiritualité, et chacun s'affaire à préparer cette journée placée sous le signe du partage et de la convivialité.

L'équipe de *Sunday Times* est allée à la rencontre des commerçants et de leurs clients, qui rivalisent d'enthousiasme pour faire de cette célébration un moment inoubliable. Nous avons également découvert le talent d'un jeune pâtissier passionné de Vallée Pitot, Bashshaar Mooraby, dont l'enseigne, *Bash Coffee Corner*, fait le bonheur des gourmands en cette période de fête. Immersion au cœur de cette effervescence d'avant-Eid.



## Arrestation de Rakesh Gooljaury

**Évasion fiscale record : Le judas visé par une nouvelle enquête pour Rs 65 millions de fraude**

Le vendredi 28 mars 2025, l'homme d'affaires Rakesh Gooljaury a été placé en état d'arrestation dans le cadre d'une enquête pour évasion fiscale. Cette arrestation s'inscrit dans un dossier complexe qui mêle plusieurs accusations, dont le blanchiment d'argent, et qui touche de près des pratiques financières douteuses dans le secteur bancaire mauricien. L'homme d'affaires est accusé d'avoir fraudé le fisc à hauteur de Rs 65,6 millions via cinq sociétés entre 2015 et 2024.

Rakesh Gooljaury, un nom bien connu dans le milieu des affaires, a été interrogé sous avertissement à la *Financial Crimes Commission* (FCC), l'organisme chargé de lutter contre la criminalité financière à Maurice. L'homme d'affaires est arrivé dans les locaux de la commission peu avant 9 heures, accompagné de son avocat, Me Yahia Nazroo. Il a été confronté à des questions liées à une évasion fiscale présumée, après que des investigations aient révélé de possibles irrégularités dans ses affaires fiscales. L'enquête est menée en collaboration avec la *Mauritius Revenue Authority* (MRA), qui a de son côté apporté son expertise pour examiner la conformité fiscale de l'homme d'affaires et de ses entreprises.

À l'issue de son interrogatoire, Rakesh Gooljaury a été remis en liberté conditionnelle contre une caution de Rs 250 000 et une reconnaissance de dette d'un million de roupies. Une accusation provisoire de blanchiment d'argent a également été retenue contre lui, et une première comparution en cour a eu lieu à Rose-Hill vendredi après-midi, où l'homme d'affaires a dû faire face à des charges qui risquent d'avoir de lourdes conséquences pour lui et ses affaires.

Cette arrestation n'est pas un événement isolé pour Rakesh Gooljaury, qui est déjà sous enquête dans une affaire distincte portant sur les fameux « *toxic loans* » accordés par l'ex-MPCB, aujourd'hui connu sous le nom de *Maubank*. En février dernier, l'homme d'affaires avait été arrêté alors

qu'il venait de débarquer à l'aéroport Sir Seewoosagur Ramgoolam après un voyage en Inde, avec une escale à Dubaï. Là encore, l'enquête menée par la FCC est centrée sur un délit de blanchiment d'argent, avec des soupçons de manipulation de prêts toxiques.

Les « *toxic loans* » concernent une série de prêts consentis par l'ex-MPCB à des entrepreneurs, pour un montant total avoisinant Rs 1,5 milliard. Ces prêts auraient été accordés sans les garanties nécessaires et dans des conditions suspectes, provoquant des pertes considérables pour la banque et potentiellement pour le système financier mauricien. Les bénéficiaires de ces prêts, dont certains sont également dans le collimateur des autorités, sont accusés d'avoir participé à un montage financier frauduleux. Le cas de Rakesh Gooljaury et de ses associés a fait grand bruit, car il met en lumière des pratiques de gestion risquées et des réseaux d'influence dans le secteur bancaire.

Au cours de son arrestation en février, Rakesh Gooljaury a été assisté par Me Siddhartha Hawoladar, un avocat de renom qui a pris la parole pour affirmer que son client faisait face à des accusations sérieuses, mais qu'il n'avait pas encore été prouvé qu'il ait commis des actes criminels. Selon l'avocat, l'enquête de la FCC est encore en cours, et des éclaircissements sont attendus sur plusieurs aspects de l'affaire. Cependant, cette arrestation pourrait avoir des conséquences considérables non seulement pour l'homme d'affaires, mais aussi pour d'autres individus impliqués dans cette affaire de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale.

La FCC, quant à elle, poursuit activement ses investigations et a déjà procédé à l'arrestation de plusieurs autres personnes liées à l'affaire, dont le frère de Rakesh Gooljaury, Prameshwar Gooljaury. Ce dernier a été arrêté à son domicile et emmené au siège de la FCC à Réduit vers 18 heures, où il a été mis en examen dans le cadre d'un complot de blanchiment d'argent.



Photo: Defi

Prameshwar Gooljaury sera interrogé dans les prochains jours, et sa participation à l'affaire est jugée comme un élément clé dans l'élucidation de ce dossier financier complexe.

Les révélations qui émergent autour de cette affaire suscitent une grande inquiétude dans le milieu des affaires à Maurice, où de nombreuses questions sont soulevées sur les pratiques de prêts bancaires et la surveillance de l'intégrité des institutions financières. L'implication de personnalités influentes, comme Rakesh Gooljaury, a conduit les autorités à renforcer les contrôles sur les activités financières, notamment dans les secteurs sensibles tels que les prêts bancaires, les transactions internationales, et les investissements immobiliers.

L'enquête pour évasion fiscale et blanchiment d'argent ne fait que commencer, et il est fort probable que d'autres arrestations et révélations surviendront dans les mois à venir. Les autorités continueront d'examiner les flux financiers, les prêts et les investissements qui ont pu être utilisés pour dissimuler des gains illégaux et permettre à certains individus de contourner la loi.

Il est encore trop tôt pour évaluer l'ampleur réelle de cette affaire, mais une chose est certaine : elle met en lumière des failles dans le système financier mauricien et soulève des interrogations sur la transparence des opérations bancaires. Alors que les autorités poursuivent leurs enquêtes, la question reste de savoir si Rakesh Gooljaury, ainsi que d'autres personnes liées à cette affaire, seront tenus responsables de leurs actions. L'issue de cette enquête pourrait bien avoir des répercussions de grande envergure, tant pour l'homme d'affaires que pour le système financier du pays.

## Drug Planting de l'ex-SST

**'Arrest Upon Departure' contre une vingtaine de policiers**

• L'ACP Gangadin et le SP Ashik Jagai parmi ceux qui sont interdits de quitter le territoire mauricien

Les autorités ont émis un 'Arrest Upon Departure' contre une vingtaine de policiers de l'ex-Special Striking Team (SST). Cela fait suite à l'enquête initiée par l'IPCC après qu'une plainte ait été logée contre eux par la constable Bandiny Mourandie-Goomanee dans le

siège d'une affaire de 'Drug Planting'. Il s'avère, selon des informations que nous disposons, qu'il y aurait des soupçons raisonnables de divers délits, dont de complot criminel, de possession de drogues dangereuses et de falsification de preuves, contre

eux. Ils sont donc interdits de quitter le territoire mauricien tant que l'enquête n'aboutisse pas. Parmi, l'on retrouve des hauts gradés, dont l'ACP Gangadin Dhunraz et le SP Ashik Jagai, ainsi que plusieurs policiers et inspecteurs.

## Adoption du Bail (Amendment) Bill

**Une clarification des pouvoirs en matière de libération sous caution**

L'Assemblée nationale a adopté, ce mardi 25 mars 2025, le *Bail (Amendment) Bill No. III of 2025* sans y apporter d'amendements. Cette modification de la *Bail Act* vise à définir plus précisément les rôles respectifs du Directeur des Poursuites Publiques (DPP) et du Commissaire de Police (CP) dans le cadre des procédures de libération sous caution.



Désormais, le Commissaire de Police a le pouvoir exclusif de ne pas s'opposer à la mise en liberté sous caution d'un accusé. Toutefois, s'il souhaite formuler une opposition, il doit préalablement solliciter l'avis du DPP, qui aura le dernier mot sur la question.

Par ailleurs, si un magistrat accorde la libération sous caution à un prévenu, seul le DPP pourra faire appel de cette décision devant la Cour suprême. Auparavant, cette prérogative était partagée entre le DPP et le Commissaire de Police, ce qui pouvait engendrer des conflits d'autorité.

En outre, la loi impose désormais aux tribunaux de motiver par écrit tout refus de libération sous caution. Un prévenu dont la demande est rejetée devra obligatoirement être présenté à nouveau devant la justice sous un délai maximal de 21 jours.

**Navin Ramgoolam :**  
**« L'amendement précise clairement les compétences du DPP et celles du CP »**

Lors des débats parlementaires, le Premier ministre, Navin Ramgoolam, a vivement critiqué les pratiques actuelles concernant la libération sous caution des accusés. Il a souligné que la loi en vigueur permettait tant au commissaire de police qu'au Directeur des Poursuites Publiques (DPP) de contester la décision d'un magistrat devant la Cour suprême, une

considérables pour financer des avocats externes choisis par le commissaire de police.

Le Premier ministre a dénoncé ces actions comme étant sans précédent et nuisibles à l'intégrité du bureau du DPP, institutionnellement garanti. Il a souligné que les dépenses s'élevaient à plus de Rs 14 millions entre août 2021 et novembre 2024, ce qui, selon lui, représentait un gaspillage de fonds publics. Il a insisté sur la nécessité de clarifier et de rationaliser les pouvoirs de contestation de la libération sous caution. « *L'amendement précise clairement les compétences du DPP et celles du CP* », a déclaré le PM.

**Vers une meilleure sécurité juridique**

L'adoption de cette loi marque une étape importante dans la rationalisation du système judiciaire en matière de caution. En conférant au DPP l'ultime responsabilité sur les oppositions à la mise en liberté sous caution, le gouvernement entend garantir une prise de décision cohérente et conforme aux principes de l'État de droit.

Cette réforme vise également à prévenir d'éventuels abus en évitant que des prévenus soient maintenus en détention sans justification légale suffisante. Elle offre ainsi une meilleure prévisibilité aux justiciables, tout en consolidant la séparation des pouvoirs et l'indépendance du système judiciaire.

**Rodrigues Airport Project****Career Opportunities**

Airports of Mauritius Co. Ltd (AML) is the Implementation Agency for the Rodrigues Airport Project, which aims to improve air transport access, enhance climate resilience, and boost the productivity of Rodrigues. The primary component of this project, funded by a loan from the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD) and a grant from the European Union, involves the development of a new Airport Runway and associated facilities.

To constitute the Project Implementation Unit, AML is looking for the following suitably qualified specialized Consultants:

- 🕒 **Communication Specialist**
- 🕒 **Food & Agriculture Specialist**
- 🕒 **Health and Safety Officer**
- 🕒 **Clerk/Document Controller**

Addition information on the above positions can be obtained from the AML website: <https://aml.mru.aero/index.php/business/rap>.

Should any of the post/s be of interest to you, kindly submit your application and CV, together with copies of academic qualifications and any other relevant documents on the following email address: [rap.recruitment@aml.aero](mailto:rap.recruitment@aml.aero).

**The deadline for submission of applications is 10 April 2025.**

AML reserves the right not to proceed to any recruitment as a result of this advertisement.

AML Corporate Office, SSR International Airport, Plaine Magnien, Mauritius.

📞 (230) 603 6000 🌐 [www.airportsofmauritius.aero](http://www.airportsofmauritius.aero)

## UP



## Constable Caramben

Dans un bus qui roulait direction de St-Pierre, une femme enceinte, perturbée par un passager au comportement suspect, a été protégée par l'intervention discrète du constable Caramben. D'un simple mot écrit (Pas peur, mo la mem, constable Caramben), il a fait fuir l'individu gênant. Un acte de vigilance qui souligne l'importance des petites attentions pour la sécurité de tous. Bravo à ce gardien discret mais efficace.

## C'EST ÉCRIT

« Avec les quelque 400 000 inscrits à la Commission électorale, soit deux électeurs sur cinq, les élections municipales ont valeur de plébiscite pour ce renouveau démocratique, notamment parce que la République n'a plus le droit de faire machine arrière dans le respect sans équivoque de la démocratie. Une mobilisation massive des électeurs pour se rendre aux urnes et exercer le droit de vote de leur choix le 4 mai sera un signal que plus personne, peu importe le contexte et les prétextes, ne peut se permettre de jouer avec le droit de vote. Ce sera cela la victoire dans la nuit du 4 au 5 mai. »

le mauricien

**Patrick Michel**  
Le Mauricien  
Lundi 24 mars 2025

## A ÉTÉ DIT



« C'est l'ancien ministre des Finances qui dirigeait la Banque de Maurice. Il positionnait les personnes qu'il souhaitait à la Banque centrale. Nous avons pris des actions. [...] L'héritage laissé est un problème. Aujourd'hui, la Banque centrale recrute sur une base de méritocratie et de compétence. Il y a une parité au sein du conseil d'administration. »

**Dr Rama Sithanen**  
Radio Plus  
Vendredi 28 mars 2025

## DOWN

## Tentative de viol à Alma

À Alma, une femme de 65 ans a été agressée sexuellement par Jérémy Leste, 23 ans. Il l'a saisie de force et l'a fait tomber, déchirant ses vêtements. Ses appels ont alerté une passante, et la scène a été captée par une caméra CCTV. Arrêté, le suspect, connu pour ses vidéos TikTok, a été transféré à l'hôpital Brown-Séguard, où il est suivi comme patient. L'incident a provoqué la colère des habitants et des internautes.



## Photo du jour

## 80 ans de Paul Bérenger

« Aujourd'hui, je peux vous dire que nous travaillons ensemble à merveille, presque tous les jours. Si mo pa koz ar li, koumadir mank enn zafer. »

— Navin Ramgoolam, à l'occasion des 80 ans de Paul Bérenger



Photo: Defi



Nous sommes votre porte-parole  
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos, vidéos ou doléances. Elles seront traitées en toute confidentialité et seront publiées dans le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635

SUNDAY  
TIMES

## Rapport de l'Audit 2023-2024

## Gaspillage à coup de centaines de millions

Le dernier rapport du Directeur de l'Audit, le Dr Dharamraj Paligadu, sur les comptes du gouvernement pour l'année financière 2023-2024, met en évidence de nombreux dysfonctionnements, manquements à la réglementation et recommandations pour améliorer la gestion des fonds publics. Ce document offre un aperçu détaillé des finances publiques mauriciennes et du degré de conformité avec les normes de bonne gouvernance, tout en mettant en avant les principales lacunes par ministère.

**Ministère de l'Éducation**

Le rapport révèle de nombreux problèmes dans le secteur de l'éducation, notamment dans la gestion des infrastructures scolaires et des ressources pédagogiques. Plusieurs projets, comme la construction de piscines d'apprentissage et de salles spécialisées, sont encore en suspens malgré un lancement en 2017. Ces retards affectent directement la qualité de l'enseignement et l'accès des élèves à des infrastructures modernes.

En outre, la planification budgétaire a été jugée inadéquate. Certains projets ont été engagés sans provisions financières suffisantes, entraînant des interruptions de travaux et des surcoûts conséquents. Le manque de rigueur dans la gestion des appels d'offres a aussi conduit à de nombreuses annulations, augmentant inutilement les dépenses publiques et retardant la livraison des équipements pédagogiques indispensables.

**Ministère de la Santé**

Le secteur de la santé est marqué par des irrégularités financières importantes. Le gouvernement a dépensé 1,4 milliard de roupies pour des médicaments sans étude préalable démontrant leur



nécessité, ce qui interroge sur la gestion efficace des fonds publics.

Le projet e-Health, destiné à moderniser la gestion des dossiers médicaux et à améliorer l'efficacité des services hospitaliers, accuse un retard majeur, empêchant une transformation numérique efficace du secteur. Le Centre National du Cancer, pourtant conçu comme un projet phare, a vu son coût dépasser de loin les prévisions initiales, sans justification transparente. L'absence de suivi rigoureux dans l'exécution des projets de santé compromet l'amélioration du service aux citoyens.

**Ministère des Infrastructures Publiques et des Transports**

Les retards dans les projets d'infrastructures publiques posent un risque sérieux pour la gestion du territoire. Parmi les cas les plus alarmants, 37 projets de drainage d'urgence, initiés en 2019 pour lutter contre les inondations, restent inachevés, exposant plusieurs régions à des risques accrus de catastrophe naturelle. L'absence d'un suivi strict a conduit à des dépassements budgétaires massifs et à une mauvaise gestion des contrats.

De plus, des failles dans la rédaction des contrats ont conduit à l'absence de clauses de pénalité pour retard, réduisant ainsi toute



pression sur les entreprises adjudicatrices pour respecter les délais. Le manque de coordination et la gestion fragmentée des projets ont aggravé ces problèmes.

**Ministère des Technologies de l'Information**

L'objectif de modernisation numérique du pays est entravé par une mauvaise gestion des projets informatiques. Plusieurs initiatives, qui devaient améliorer l'accès aux services publics via des plateformes numériques, ont été abandonnées en raison de spécifications techniques inadéquates et d'une absence de vision stratégique.

Le manque de coordination entre les ministères a également généré des doublons et des dépenses inutiles. En l'absence d'une gouvernance efficace de la transformation digitale, le pays peine à bénéficier des avancées technologiques et à moderniser l'administration publique.

**Recommandations clés**

- 1. Renforcer la planification budgétaire** : Assurer que chaque projet bénéficie d'une allocation budgétaire suffisante avant son lancement afin d'éviter les interruptions et les surcoûts.
- 2. Garantir une transparence accrue dans les marchés**

**publics** : Imposer des appels d'offres compétitifs et un contrôle plus strict sur l'attribution des contrats.

**3. Mettre en place des audits internes réguliers** : Identifier et corriger les irrégularités financières avant qu'elles ne prennent de l'ampleur.

**4. Optimiser la gestion des infrastructures** : Introduire des pénalités contractuelles pour tout retard dans la réalisation des projets d'infrastructure.

**5. Accélérer la digitalisation** : Élaborer une stratégie nationale cohérente pour moderniser les services publics et garantir une meilleure coordination entre les ministères.

**6. Renforcer le suivi des contrats publics** : Instaurer des contrôles rigoureux pour s'assurer que chaque dépense est justifiée et que les projets sont exécutés dans les délais et le budget prévus.

Le rapport met en lumière de graves déficiences dans la gestion des ressources publiques, compromettant le bon fonctionnement de plusieurs secteurs essentiels. Si ces dysfonctionnements ne sont pas corrigés rapidement par des réformes structurelles et une responsabilisation accrue des gestionnaires publics, ils risquent d'entraver la croissance économique et la qualité des services offerts aux citoyens.

L'application immédiate des recommandations est cruciale pour assurer une gouvernance plus efficace, transparente et durable des finances publiques. Une meilleure planification, un contrôle renforcé et une gouvernance optimisée seront des piliers essentiels pour restaurer la confiance des citoyens et améliorer la performance du secteur public.

## Un projet enlisé : La réalité derrière le National Cancer Centre

Anoncé en 2015, le *National Cancer Centre* (NCC) devait positionner Maurice comme un centre d'excellence en oncologie. Toutefois, retards, surcoûts et failles administratives ont entaché sa mise en œuvre, compromettant ses objectifs initiaux. Le projet a accumulé trois ans de retard avant la signature du contrat en 2019. L'appel d'offres a duré 14 mois, et l'entrepreneur a bénéficié de huit prolongations, retardant de 984 jours l'ouverture du centre.

Initialement budgétisé à Rs 1 milliard, le projet a atteint Rs 2 milliards, incluant Rs 950 millions pour l'équipement.

Des paiements non justifiés, notamment Rs 1,7 million à un cabinet de conseil et Rs 600 000 pour une étude géotechnique ignorée, ont aggravé les dérives financières.

Les documents d'appel d'offres faisaient référence aux lois indiennes au lieu des lois mauriciennes. De plus, le bâtiment est passé de cinq à trois étages, sans que l'impact financier ne soit clairement évalué. La nappe phréatique à 4,6 mètres de profondeur n'a pas été prise en compte, posant des risques structurels.

Depuis son ouverture en mai 2024, le NCC peine à fonctionner pleinement. Le Programme national de lutte



contre le cancer manque de suivi, la base de données des patients est incomplète et des équipements restent inutilisés, notamment un accélérateur linéaire. Certains traitements continuent d'être dispensés

dans des hôpitaux régionaux, limitant l'impact du centre.

Le NCC illustre les problèmes récurrents des projets publics à Maurice : retards, surcoûts et mauvaise gestion.

### Sécurité sociale et fonds de pension :

#### Des paiements excessifs de Rs 187 millions

L'audit a révélé des paiements excessifs de pensions totalisant Rs 187 millions au 30 juin 2024, soit une augmentation de 40 % par rapport à l'année précédente. Une grande partie de ces paiements concerne des bénéficiaires résidant à l'étranger au-delà de la période autorisée de six mois, rendant ces transactions illégales selon la *National Pension Act*. De plus, dans certains cas, les bénéficiaires étaient décédés depuis plusieurs années, mais leurs pensions continuaient d'être versées, faute de suivi rigoureux.

Le système informatique utilisé pour la gestion des pensions est



dépassé, ayant plus de 25 ans d'existence. Cela entraîne des risques accrus de cyberattaques, des coûts de maintenance élevés et des retards dans le versement des prestations. Le projet de modernisation du système, pourtant prévu depuis plusieurs années, a subi de nombreux retards et dépassements de budget, retardant ainsi l'amélioration de la gestion des prestations sociales.

Face à ces problèmes, les recommandations de l'audit appellent à une meilleure planification financière, une vérification plus stricte des paiements et une accélération de la réforme du système informatique. Cependant, la mise en œuvre de ces correctifs demeure lente, compromettant la pérennité du système de sécurité sociale et des pensions.

Sans une réforme urgente et efficace, le déficit des pensions continuera de s'aggraver, mettant en péril les générations futures. La modernisation des outils de gestion, le renforcement des contrôles et une meilleure anticipation des obligations financières sont impératifs pour garantir un système de protection sociale viable et équitable.

### Une dette publique en hausse :

#### Plus de Rs 546 milliards au 30 juin 2024

Au 30 juin 2024, la dette brute du secteur public atteignait Rs 546,1 milliards, soit 81,4 % du PIB. Même si cette proportion a légèrement diminué par rapport à l'année précédente, le niveau reste bien au-dessus des normes recommandées. En net, la dette s'élève à Rs 494,2 milliards, avec une hausse inquiétante de l'endettement global sur les cinq dernières années (+43 %).

En 2023-2024, près de 48 % des recettes gouvernementales provenaient d'emprunts, un niveau de dépendance jugé excessif. L'État a levé Rs 148,2 milliards, dont Rs 144,5 milliards à travers des titres de dette publique et Rs 3,6 milliards sous forme de prêts étrangers. Cette situation expose le pays à des risques accrus en cas de fluctuations des taux d'intérêt ou de chocs économiques.

Le service de la dette représente une charge croissante pour l'État. En 2023-2024, le remboursement du capital et le paiement des intérêts ont totalisé Rs 125,6 milliards. Les dettes domestiques, qui constituent la majorité de l'endettement (78,7 %), ont augmenté de 35,6 % en cinq ans, tandis que la dette externe a bondi de 79,6 %. Cette situation met sous pression les finances publiques et limite la marge de manœuvre budgétaire pour d'autres dépenses essentielles.

En raison de recettes inférieures aux prévisions, le déficit budgétaire s'est aggravé, atteignant Rs 38 milliards en 2023-2024, soit 5,7 % du PIB. Le besoin de financement du gouvernement a ainsi grimpé à Rs 40,9 milliards, bien au-delà des Rs 24,3 milliards initialement estimés.



## Municipales 2025

**MSM : Après le naufrage, la fuite**

À peine quatre mois après une déroute historique aux élections législatives de novembre 2024, le Mouvement Socialiste Militant (MSM) a officiellement annoncé qu'il ne participera pas aux prochaines municipales du 4 mai. Dans un communiqué émis ce mardi, le parti dirigé par Pravind Jugnauth invoque la « proximité » avec les législatives, redoutant sans doute un nouveau désaveu populaire. D'autant que les citoyens n'ont jamais soutenu le MSM. Raison pour laquelle ce dernier avait systématiquement repoussé les élections municipales.

Plutôt que d'affronter un verdict sans appel, le MSM préfère se retrancher derrière un discours de « reconstruction ». Une stratégie de fuite en

avant, doublée d'une opération de communication désespérée pour sauver les meubles. La direction du parti soleil se félicite ainsi de la « transformation des villes » sous son règne, omettant habilement une décennie de gestion chaotique marquée par l'absence d'élections locales et la centralisation autoritaire des pouvoirs.

**Un héritage en trompe-l'œil**

Le MSM vante ses réalisations : abolition de la taxe municipale, rénovation de marchés ou encore le SAJ Bridge. Pourtant, ces annonces cachent mal les échecs structurels. Le Metro Express, présenté comme la



fierté du gouvernement, est un gouffre financier, et affichait une dette vertigineuse de Rs 17,2 milliards au 30 juin 2024. La dépréciation rapide de la roupie mauricienne a entraîné des pertes d'environ Rs 3 milliards au cours des cinq dernières années, tandis que le déficit annuel atteint Rs 300 millions, avec des prévisions alarmantes : 2,1 milliards de déficit annuel moyen pour la prochaine décennie. Face à cette débâcle, le Bureau du Public Sector Governance

a ordonné un audit complet pour évaluer la gestion désastreuse de l'entreprise. Preuve que le « miracle infrastructurel » vanté par le MSM repose sur une logique d'endettement insoutenable.

Le communiqué du MSM, aveugle aux réalités économiques, ressemble à une tentative de réécriture de l'histoire. Les chiffres du Metro Express prouvent que les « réalisations » sont souvent des mirages financiers. Reconstruire le parti ? Peut-être. Mais reconstruire la crédibilité de l'État, assainir les finances publiques et redonner aux municipalités leur autonomie, voilà l'urgence.

**Liste des partis et alliances  
enregistrés pour les municipales 2025**

1. Castel Scouts
  2. En Avant Moris
  3. Idéal Démocrate
  4. Les Verts Fraternels
  5. Linion Pep Morisien
  6. Mauritius Labour Party (Parti Travailleiste)
  7. Mouvement Mauricien Citoyen Inclusif
  8. Mouvement Militant Mauricien (MMM)
  9. Muvman Liberater
  10. Nouveaux Démocrates
  11. Parti Mauricien Social-Démocrate (PMSD)
  12. Plateform Militan
  13. Ralliement Démocrates
  14. Rassemblement Mauricien
  15. Reform Party
  16. Repiblik Sitwayen Popiler
  17. Rezistans ek Alternativ
  18. Regroupement Citoyen Villes Sœurs
  19. Vre ML
  20. Front Solidarité Mauricien
1. Alliance du Changement
  2. Linion Moris

**INVITATION TO BID****OPEN NATIONAL BIDDING**

**Supply of On-Site Technical Support Staff  
for Civil/Building and Electromechanical Works  
at Sir Seewoosagur Ramgoolam International Airport**

**REF NO: ATOL/ONB/BLD/2025/006**

Airport Terminal Operations Ltd (ATOL) invites sealed bids from eligible bidders for the Supply of On-Site Technical Support Staff for Civil/Building and Electromechanical Works at SSR International Airport.

The bidding document is available for free download from the following URL:  
<https://mauritius-airport.atol.aero/corporate/procurement/invitation-bids>

A Pre Bid meeting will be held on **Wednesday 09 April 2025 at 11h00**.

Bids should be submitted in sealed envelopes clearly marked "Supply of On-Site Technical Support Staff for Civil/Building and Electromechanical Works, **Reference No: ATOL/ONB/BLD/2025/006**", addressed to the Chairman Tender Committee and deposited in the Tender Box at the address below on or before **Tuesday 13 May 2025 up to 13h30 local time** at latest. Late bids will not be accepted.

Address for submission of bids:

The Chairman Tender Committee,  
Airport Terminal Operations Ltd,  
ATOL Offices, Hall A, Passenger Terminal,  
SSR International Airport, Plaine Magnien.  
Tel: 603 8000

*ATOL reserves the right to accept or reject any or all of the bids received, and to cancel this bidding process at any time prior to selection without incurring any liability towards any bidder.*

30 March 2025

**Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction**

# Gaza: A call to all 192 STATES of the planet to pressurize

## Israel to end this genocide, NOW



ISRAEL rhetoric: wipe out GAZA

Destruction of humanity through wars, genocides, epidemics, famines, natural catastrophes, technology, nuclear bombs, and soon through climate change and global warming if our planet's reaction fails to control these

God help us! We cannot, as humans, be indifferent and do nothing while this genocide is happening. 50,000 Palestinians have been killed since October 2021, including over 20,000 women and children.

The government of Israel today continues its attempted genocide against the Palestinians. This is A CRIME AGAINST HUMANITY, FOR WHICH Israel, its PM NETANYAHU, and Government WILL BE HELD ACCOUNTABLE—by making people move as soon as they settle, bombing and destroying all schools, hospitals, and recently the one fertility clinic, and by starving the 2-million-strong population. And today, they have arranged to frighten all inhabitants of GAZA with the destruction of their means of life and death if they do not move elsewhere, as per Trump's plan.

The Arab states of Qatar, Egypt, Saudi Arabia, and others, the European Union, the USA, India, and China, with the full backing of the UNITED NATIONS, CAN NOW IMPOSE the second phase of the peace plan: release ALL Israeli hostages, release ALL Palestinian POLITICAL PRISONERS, START THE RETREAT of Israel from Gaza, so then the RECONSTRUCTION CAN BEGIN! People can stop being assassinated and start rebuilding their habitats and lives.

If you had to forecast which leader of any of the 194 countries of the world could be the new 21st-century HITLER, would you have thought of the Jewish leader of Israel?

Brazil's president, Lula da Silva, speaking at the 37th African

Union Summit, compared Israel's actions in the war against Hamas to the Holocaust, in which Nazis killed six million Jews. "What is happening in the Gaza Strip with the Palestinian people has no parallel in other historical moments," but "it did exist when Hitler decided to kill the Jews." The UN Security Council, the ICJ, the EU, Egypt, and other Arab states voiced their concern about a possible coming genocide of the people of Gaza by Israel. After almost 50,000 deaths, nothing is being done. Netanyahu and other Israeli leaders pursue their elimination policy.

Hitler gave as a reason the need for more space for his people (Lebensraum). Israel specifically wants the West Bank, East Jerusalem, and Gaza—if necessary, by first destroying all housing infrastructure, hospitals, schools, water, and food supplies, and on 13th March 2025, THE ONLY FERTILITY CLINIC IN GAZA, thereby starting the elimination of the people of Gaza—men, women, and children.

With the first phase of the agreement between HAMAS and ISRAEL at this historical moment in mid-January 2025, we saw a possible end to an attempted genocide and, hopefully, the start of the rebuilding of a nation. Then, last week, bombardment and further clear genocidal acts against the Palestinians started again. By Israel, with American arms, American money, and the blessing of their President DT.

LET US REMIND OURSELVES

AGAIN AS TO WHAT A GENOCIDE IS. An absolute crime against humanity. It is the deliberate and systematic destruction, completely or in part, of an ethnic, racial, religious, or national group. It is inhuman, immoral, illegal, and completely unacceptable. It involves violence against people simply because of their differences.

- 1945: After Nazi Germans exterminated more than five million Jews during WWII, from 1941 to 1945, the Jewish people settled in Palestine and built a strong, new state of Israel.
- 1993: After the Hutus massacred 800,000 Tutsis and moderate Hutus in Rwanda in 1993, the Tutsis rebuilt Rwanda as one of the cleanest and best-run African states.
- 2025: After the attempted genocide by Israel of the Palestinian people in Gaza, from 1948 till now, but mainly during the last 15 months when Israel destroyed most schools, most hospitals, most housing, most roads, most production systems, and attempted to starve the population, Gaza/Palestine can now reconstruct and rebuild their homeland.

Now we witness the end of the continued non-recognition of Palestine by Israel. The 'imprisonment' of the Palestinian people till today, denied return to their land, denied the two-state solution—one being an independent Palestine. A process of independence for Palestine, Gaza, and the West

Bank. A difficult process that needs the support of all states of the REGION AND OF THE WORLD. A process that Hamas can help by dissolving itself under its present armed forces constitution and reforming itself as, for example, the PPP (Palestine Political Party), devoted entirely to rebuilding Palestine and its efficient governance.

We mourn the 50,000 Palestinians, including 20,000 WOMEN and CHILDREN killed in the last 24 months, also more than 100,000 people injured, and the more than 12,000 missing. We also mourn the toll on Israelis killed, numbering 1,200. And we are grateful for the release of hostages held by Hamas, as well as political prisoners from Israeli jails, which started on 19th January and is to be followed for the next six weeks. We witnessed the 10,000+ Palestinians going on foot, donkey carriages, lorries, vans, and cars back to their villages or towns to see their houses—in 80% of cases, destroyed and reduced to rubble by Israeli bombs and missiles. A sad tragedy of human wickedness.

Now the UN agencies and all nations in the area (Egypt, Doha, Saudi Arabia, Turkey, and others) as well as those outside, are starting a huge help movement to feed the Gaza people (reduced to starvation by Israel in its genocide attempt) and will start the reconstruction of habitats, schools, hospitals, production and commercial structures, roads, and communications, etc. In fact, to rebuild all.

All states must now support and indeed put pressure on Israel and Hamas FOR A CEASEFIRE NOW and fully implement the ceasefire and agreement. Then the rebuilding of Gaza can start in earnest.

■ **Dr. Michael Atchia**  
(Past Programme Director,  
United Nations)

[mklatchia@intnet.mu](mailto:mklatchia@intnet.mu)

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

# FLAG demande la rupture immédiate des relations avec Israël

À l'occasion de l'observation simultanée de la Journée Al Quds (Jérusalem), le dernier vendredi de Ramadan, chaque année, de celle de la *Palestine Land Day* et de l'*Israeli Apartheid Week*, ainsi que la vingtième année d'activités du mouvement BDS, le mouvement islamique Flag (*Flambeau Action Group*) et sa cellule, *Action for Palestine*, réitèrent au gouvernement leur demande en faveur de la rupture de toutes relations, diplomatiques et commerciales, avec l'État sioniste usurpateur. Flag a sollicité, en ce sens, des rencontres avec le Premier ministre, le Dr Navin Ramgoolam, et le Premier ministre adjoint, M. Paul Bérenger.

Tout en appréciant la condamnation récente, par Maurice, de la reprise du génocide à Gaza, position que n'avait jamais envisagée le régime Jugnauth, quasi absent de la scène internationale, Flag estime, par la voix de son président, Mosadeq Sahebodin, que Maurice devrait prendre une position plus tranchée à l'encontre du régime sioniste.

La rupture des relations diplomatiques et autres avec Israël, par Maurice, enverra, selon Flag, un signal fort au monde entier quant à la position de notre pays concernant la reprise du génocide à Gaza, malgré les négociations autour de la décolonisation des Chagos. Le mouvement islamique estime que ces deux questions ne sont pas liées, le gouvernement devant accentuer son action contre l'État paria d'Israël, sans crainte de pression des britanniques ou des américains.

Dans le même ordre d'idée, Flag est d'avis que le Gouvernement mauricien devait se joindre à l'action de l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice, comme l'ont fait une dizaine de pays.

Sur le plan local, le mouvement islamique craint que Maurice n'accueille, sur son sol, des



criminels de guerre, des soldats de l'IDF en vacances à Maurice, sous couvert de passeports émiratis. Nous exigeons de l'autorité de l'Immigration une vigilance accrue afin d'éviter que Maurice soit perçue comme complice du génocide.

Sur le plan local, toujours, Flag demande au Gouvernement de s'assurer qu'il n'y ait pas sur nos sols, des sionistes sud-africains. « *Nous craignons qu'il y ait, parmi les sud-africains*

*ayant élu domicile à Maurice, par la vente probable de passeports mauriciens comme des petits pains par l'ancien régime, des adhérents du sionisme* », affirme Mosadeq Sahebodin.

Dans la même lignée, nous attendons du Gouvernement qu'il mette un frein à la vente de propriétés à Maurice aux sionistes sud-africains. Flag soupçonne que des malls auraient été récemment vendus

à des sionistes sud-africains dans le nord du pays.

Dans un autre domaine, le mouvement demande au Gouvernement de légiférer en vue d'assurer une totale transparence dans les pratiques d'investissement des fonds d'investissement locaux dans des entités impliquées dans le financement de la fabrication et la vente d'armes à Israël.

Flag voudrait enfin rappeler aux mauriciens la nécessité de maintenir le boycott des produits israéliens, afin d'affaiblir l'économie de ce pays qui a basculé dans l'illégitimité, comme l'ont souligné les Nations Unies.

■ **Mosadeq Sahebodin**  
Président  
Flag



## INVITATION TO BID

### OPEN NATIONAL BIDDING

#### Provision of Helpdesk for Building Services at Sir Seewoosagur Ramgoolam International Airport

REF NO: ATOL/ONB/MTD/2025/005

Airport Terminal Operations Ltd (ATOL) invites sealed bids from eligible bidders for the Provision of Helpdesk for Building Services at SSR International Airport.

The bidding document is available for free download from the following URL:  
<https://mauritius-airport.atol.aero/corporate/procurement/invitation-bids>

A Pre Bid meeting will be held on **Wednesday 09 April 2025 at 10h00**.

Bids should be submitted in sealed envelopes clearly marked "the Provision of Helpdesk for Building Services, **Reference No: ATOL/ONB/MTD/2025/005**", addressed to the Chairman Tender Committee and deposited in the Tender Box at the address below on or before **Tuesday 06 May 2025 up to 13h30 local time** at latest. Late bids will not be accepted.

Address for submission of bids:

The Chairman Tender Committee,  
Airport Terminal Operations Ltd,  
ATOL Offices, Hall A, Passenger Terminal,  
SSR International Airport, Plaine Magnien.  
Tel: 603 8000

*ATOL reserves the right to accept or reject any or all of the bids received, and to cancel this bidding process at any time prior to selection without incurring any liability towards any bidder.*

30 March 2025

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction



## Le Bangladesh célèbre son 54e anniversaire d'indépendance à Maurice

Le 26 mars 2025, la Haute Commission du Bangladesh à Port-Louis a organisé une réception solennelle pour marquer le 54e jour de l'Indépendance et de la Fête nationale de la République populaire du Bangladesh. L'événement, qui s'est tenu au Coral Azur Beach Resort, a réuni près de 300 invités de marque.



Zokey Ahad, Haut-Commissaire du Bangladesh, a accueilli les invités, parmi lesquels Dharambeer Gokhool, Président de la République de Maurice, qui était l'invité d'honneur. La cérémonie a débuté par des toasts officiels, suivis de l'hymne national des deux pays.

Dans son allocution, le Haut-Commissaire a rendu un hommage appuyé aux martyrs de la guerre de libération de 1971 et aux victimes de la révolution de juillet-août 2024 au Bangladesh. Il a également observé une minute de silence en leur mémoire. Par ailleurs, il a souligné le dynamisme économique actuel du Bangladesh, le décrivant comme l'un des pays à la croissance la plus rapide et en passe de devenir le prochain « Tigre asiatique ». Il a mis en avant les opportunités

d'investissement, notamment la création de plus de 100 zones économiques, des possibilités d'établissement de zones économiques privées et un projet de zone exclusive pour les étrangers à Cox's Bazar.

Le Haut-Commissaire a insisté sur les liens historiques, politiques et culturels entre le Bangladesh et Maurice. Il a particulièrement remercié le gouvernement mauricien pour son soutien aux expatriés bangladais, qui jouent un rôle significatif dans les exportations mauriciennes.

La réception a également été l'occasion de célébrer la culture bangladaise, avec des performances de chants folkloriques par des expatriés, un buffet de cuisine traditionnelle bangladaise et des cadeaux composés de produits en cuir et de publications locales.

### Message for Eid 2025

## Pray for Palestine

After successfully completing the first phase of the truce signed between Hamas and Netanyahu, which led to the partial release of hostages, the latter unilaterally decided to reject the implementation of the second phase. They resumed barbaric, brutal, and inhumane airstrikes on defenseless innocent civilians in Gaza, particularly targeting children and women.

It has become blatantly clear that the Palestinians can only rely on the Almighty for protection. All international institutions remain blind, deaf, dumb, and powerless, while the emotional state of political leaders has turned immune and indifferent to human suffering.

This oppressed people, rejected by all and with nowhere to turn, place their trust in divine intervention. They recite the powerful supplication made by Prophet Ibrahim (AS):

*"Hasbunallahu wa ni'mal wakeel; Sufficient for us is Allah, and He is the best disposer of affairs."*

On the eve of this Eid 2025, we call upon the entire Ummah to join them in this powerful invocation by reciting it at least once, and as many times as possible. Supplications on this occasion are always exalted. Let us cover the Mujahideen with our prayers, for in the absence of sophisticated weapons, our greatest strength lies in our supplications.

The Creator loves persistent and collective prayers, and ultimately, He answers the calls of the oppressed. O Allah, they have none but You for protection. Assist them by sending an army of angels, just as in the case of Makkah Mukarramah, when You protected it from the army of elephants by sending flocks of Ababil birds.

May this Eid 2025 mark the dawn of relief and peace for our troubled world, and especially for the Palestinians.

**Yusuf Imrit, President**  
**Mohabuth Basir, Coordinator**  
**Quatre Bornes Muslim Council**  
**(QBMC)**

### Message de l'Eid 2025

Le *Muslim Citizen Council* (MCC) souligne que l'Eid-ul-Fitr marque le point culminant du mois sacré du Ramadan - un mois au cours duquel il y a beaucoup d'expériences de soi, d'inspiration dans les actes de jeûne, de la prière, du sacrifice et du partage.

Le Coran nous révèle : « Ô croyants ! Nous vous avons prescrit le jeûne comme nous l'avons prescrit à ceux qui vous ont précédés afin que vous atteigniez la piété ».

Le but premier du jeûne est donc d'atteindre la piété qui symbolise le fait d'adorer sincèrement Dieu comme si l'on le voyait. Si le Ramadan est un temps particulier de dévotion, il s'agit aussi d'un temps à forte dimension communautaire pour faire le bien et pour interdire le mal. (3 : 104). Ainsi, chaque Musulman est appelé non seulement à faire davantage le bien durant ce mois glorieux, mais aussi à assumer la lourde responsabilité de combattre les maux sociaux et les fléaux.

Si nous voulons vraiment bâtir ou préserver l'harmonie et l'intégrité nationales, nous devons nous opposer à toutes les formes d'injustice et aux actes immoraux qui se répandent dans notre société. Le mois de Ramadan a ainsi été un temps pour réfléchir à la situation difficile que traversent nos frères et nos sœurs un peu partout dans le monde et surtout en Palestine, qui engendre des réfugiés par centaines de milliers et la violence, qui constitue autant de plaies particulièrement douloureuses. Combien de vies humaines détruites, d'enfants, de femmes, de femmes rendues veuves, d'enfants qui perdent leurs parents et deviennent des orphelins laissés à leur sort ? Combien de destructions d'infrastructures architecturales en un instant, de ce qui a été construit durant plusieurs années ?

Au niveau local, nous constatons avec stupéfaction à quel point il y eu une perte des valeurs, une dégradation des mœurs. Malheureusement, on observe que la spiritualité se perd et on pratique des rites religieux 'aveuglement' sans savoir pourquoi. Beaucoup de prières et moins de spiritualité ! C'est ça notre réalité !

La conséquence de tous ces fléaux qui minent notre société actuelle est que les bénédictions et la miséricorde d'Allah se font rares. Néanmoins, rien n'est perdu. Une foi religieuse fortifiée par les prières durant ce mois, est toujours optimiste. Elle est pleine d'espoir. Avec l'achèvement du jeûne, prions ensemble pour que nous puissions trouver la paix intérieure dans ces moments troublés, et que nous soyons capables de construire l'unité intracommunautaire et intercommunautaire. Renouvelons nos efforts pour soutenir les plus vulnérables de la société. Luttons dans le combat spirituel contre nos propres passions maléfiques.

Tous ensembles nous pouvons toujours serrer nos rangs et adopter une position commune, si ce n'est sur tous les sujets, du moins sur les questions majeures. Mais nous, qui sommes supposés donner l'exemple, n'avons jamais vraiment essayé d'agir de concert pour traduire dans les faits la fraternité et l'unité auxquelles nous exhorte l'Islam.

Enfin, le MCC vous souhaite, à vous et à vos proches, un Eid béni et joyeux ! Que ce jour spécial vous apporte paix, le bonheur et la prospérité dans votre vie. Que vos prières soient exaucées et que votre cœur soit rempli d'amour et de gratitude.

Eid Mubarak !

**Le Secrétariat**  
**Muslim Citizen Council**

## Coupe d'Angleterre

# Le Vitality Stadium en ébullition : Qui remportera le duel Bournemouth-Manchester City ?

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera au Vitality Stadium (Bournemouth), sera donné ce dimanche 30 mars 2025 à 19h30. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 16 fois depuis 2015, le dernier match entre les deux formations a été remporté par Bournemouth le samedi 2 novembre 2024 (Championnat d'Angleterre - 10e journée : 2-1).

Suite à sa défaite 1-2 face à Brentford en Premier League, lors de sa dernière rencontre, Bournemouth va tenter de renouer avec la victoire.

Lors de la rencontre précédente, Bournemouth affichait un taux de possession de balle de 59% et 17 tentatives de tir au but dont 5 cadrés. En face, Brentford, a eu 10 tirs au but dont 4 cadrés. Vitaly Janelt (17' But contre son camp), Yoane Wissa (30') et Christian Nørgaard (71') a marqué pour Brentford. Récemment, Bournemouth n'a pas été très efficace au niveau défensif.

on s'aperçoit que Bournemouth a été laxiste en défense lors de 6 d'entre eux, mais a néanmoins réussi à inscrire des buts au cours de 5 de ces rencontres. Attendons de voir si cette tendance va effectivement se vérifier lors du prochain match.

Lors de son dernier duel, Manchester City a obtenu le nul contre Brighton en Premier League. Le score final était de 2-2.

Lors du match précédent, Manchester City avait enregistré un taux de possession de balle de 60% et 11 tirs au but dont 3 cadrés. Du côté de Manchester City, les joueurs ayant réussi à envoyer le ballon au fond des filets sont Erling Haaland (11'), Omar Marmoush (39')

et Abdurkadir Khusanov (48' But contre son camp). Leur adversaire, Brighton, a obtenu 15 tentatives de tir au but dont 3 cadrés.

Pervis Estupiñán (21') a inscrit un but pour Brighton. En analysant son état de forme, on remarque que a encaissé lors de 5 de ses 6 derniers duels,

Cependant, l'équipe a également fait le nécessaire pour convertir ses tirs au but. Au cours de ses 6 affrontements précédents,

en ayant offert aux camps adverses 9 buts en tout. À l'arrière, Manchester City n'a pas été très efficace.

Si on examine leurs rencontres précédentes, en allant jusqu'au 24/09/2020, on s'aperçoit que Bournemouth a gagné 1 fois au cours de ces matchs, Manchester City a enregistré 5 succès et le nombre de partages s'élevait à 0. Au cours de cette période, on a eu droit à beaucoup de buts avec 23 en tout, ce qui représente une moyenne de 3.83 buts par rencontre.

En championnat, la dernière rencontre entre ces deux clubs a eu lieu lors de la 10ème journée de Premier League le 02/11/2024. À la fin du match, le marquoir affichait Bournemouth 2-1 Manchester City. Lors de ce duel, Bournemouth affichait un taux de possession de balle de 35% et 12 tentatives de tir au but avec 6 cadrés. Les buteurs sont Antoine Semenyo (9') et Evanilson (64'). En face, Manchester City avait eu 19 tentatives de tir au but avec 4 cadrés. Joško Gvardiol (82') a marqué.

Le manager de Bournemouth, Andoni Iraola, devra se passer de Adam Smith, Luis Sinisterra, Julián Araujo, Marcos Senesi et Enes Ünal.

L'entraîneur de Manchester City, Pep Guardiola, n'a que très peu d'options dans son noyau. Oscar Bobb, Ederson, Manuel Akanji, John Stones, Nathan Aké et Rodri ne seront pas présents sur le terrain.

## L'Escalier Omni Sports Club

Reg No. 13163

Dear members,

You are invited to our AGM on 07/04/25 at 17.00pm at l'Escalier Village Hall.

### Agenda:

- (1) President report
- (2) Reading and approval of last minutes
- (3) Treasurer Reports
- (4) Football project
- (5) AOB

Secretary  
Pritesh Ramkissoon